

Pouvoir d'emprunt—Loi

supérieur à 50 000\$ par année. Nous savons, par exemple, que la barre de 50 000\$ ne va pas tenir longtemps. Ce gouvernement n'a aucune considération pour les personnes âgées qui ont bâti ce pays. Aujourd'hui, c'est 50 000\$; demain, ce sera 40 000\$; puis, 30 000\$. Finalement, aucun Canadien n'aura la certitude de pouvoir vieillir avec décence. De toute façon, le pouvoir d'achat de 50 000\$ va diminuer chaque année avec le taux d'inflation. Ils n'ont pas dit la vérité aux Canadiens!

[Traduction]

Dans le cadre de leur Budget de la semaine dernière, le premier ministre et le ministre des Finances ont aboli le caractère universel des pensions de la sécurité de la vieillesse et des allocations familiales. C'en est fait du «dépôt sacré». Le principe d'universalité signifiait que tous les Canadiens étaient traités de la même façon. Ce principe légitimait nos programmes sociaux. On ne séparait pas nos concitoyens entre ceux à qui nous accordions de l'aide parce qu'ils y avaient droit et ceux à qui nous en accordions par charité. Ce n'était pas de la charité. Tous y avaient droit à titre de citoyens. C'était un droit que tous les Canadiens reconnaissaient fondamentalement.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Une fois que le principe de l'universalité est aboli, le gouvernement peut décider à sa guise quelle catégorie de citoyens il pourra faire bénéficier de ses largesses. Pourtant, le pays avait eu recours au principe de l'universalité pour créer l'un des systèmes de pension le plus avancé au monde. De même, nous avons édifié un régime d'aide à la famille et un régime d'assurance-médicale qui figuraient parmi les meilleurs au monde. L'universalité signifiait que tous les Canadiens étaient traités de la même façon indépendamment de leur revenu. Ils pouvaient avoir accès aux mêmes médecins, aux mêmes infirmières, aux mêmes hôpitaux et aux mêmes soins. Malheureusement, ce principe n'est pas compatible avec le programme de la droite conservatrice.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Pas plus d'ailleurs que le financement fédéral de l'assurance-chômage. Que disait donc le gouvernement de l'assurance-chômage au cours de la campagne électorale? Nous vous avons déjà saisi de la chose au cours de la période des questions, monsieur le Président. Le 13 octobre dernier, en présence d'un grand nombre de conservateurs réunis à l'hôtel Newfoundland à Saint-Jean, le ministre du Commerce extérieur (M. Crosbie) a déclaré ce qui suit: «Le gouvernement fédéral n'envisage pas d'apporter des modifica-

tions au Régime d'assurance-chômage. Ceux qui prétendent le contraire sont des sots». C'était le 13 octobre.

• (1520)

Interrogé par les journalistes qui voulaient savoir s'il avait vérifié la chose auprès du premier ministre—c'est qu'ils le connaissent bien à Saint-Jean—voici ce que le ministre a répondu: «Vous pouvez être sûr que je lui ai posé la question et il m'a répondu que non, que personne n'envisageait de modifier le Régime d'assurance-chômage.»

Pour parler net, ou bien le premier ministre (M. Mulroney) n'a pas dit la vérité au ministre du Commerce extérieur, ou bien le ministre du Commerce extérieur n'a pas dit la vérité aux Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Avec ce budget, il n'y aura plus d'argent pour l'assurance-chômage. Le premier ministre et son gouvernement retirent deux milliards de dollars de plus aux Canadiens en chômage—tout cela en sus de ce que la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} McDougall) a fait environ une semaine avant. Pire encore, ils privatisent un régime public qui protège les Canadiens depuis 40 ans en raison d'une modification constitutionnelle—le meilleur régime au monde.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): J'ai frémi lorsqu'ils ont commencé à privatiser l'infrastructure qui assure la cohésion du pays. Je songe à Air Canada, à VIA Rail, qu'ils délaissent, et à la Société des postes. Mais je n'aurais jamais cru qu'un gouvernement canadien privatiserait l'un des éléments fondamentaux de l'assurance sociale, du régime de la sécurité sociale du pays, jamais—et pourtant le gouvernement l'a fait.

Le gouvernement ne fait que transférer des gens de l'assurance-chômage à l'assistance sociale. Il prend l'argent des chômeurs pour l'injecter dans des programmes de formation. Mon parti préconise plus de programmes de formation et de recyclage depuis des années. Il en faut davantage. Toutefois, nous avons toujours présumé dans notre raisonnement que l'argent viendrait du Trésor public, ou du monde des affaires en coparticipation avec le gouvernement. Après avoir sabré les programmes de formation et de recyclage pendant quatre ans et demi, le gouvernement prétend maintenant avoir découvert que la formation est importante et il en fait supporter le coût aux chômeurs. L'argent aurait dû provenir des recettes générales. C'est un autre exemple frappant d'abus de confiance. Encore une fois, le gouvernement n'a pas dit